

*Questions orales*

**M. Trudeau:** S'il préfère s'écouter crier, qu'il le fasse dans le couloir où il aura un grand auditoire.

Dans le secteur de la fabrication, la participation étrangère a diminué, au cours de ces dix années, passant de 52 à 47 p. 100.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** En agriculture, le taux de participation étrangère est passé de 13 à 4 p. 100.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Dans le secteur du bâtiment, de 16 à 10 p. 100.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Dans les services d'utilité publique, de 8 à 4 p. 100. Rien d'étonnant à ce que les Américains ne m'aient pas: nous reprenons notre économie en main.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Dans le commerce de gros, la mainmise étrangère est passée de 27 à 24 p. 100. Dans le secteur du bâtiment, de 16 à 10 p. 100, dans le commerce de détail, de 22 à 13 p. 100, dans le secteur tertiaire, de 22 à 14 p. 100.

**Des voix:** Bravo!

**M. Trudeau:** Je pensais qu'un Canadien fier, comme prétend l'être le député, se réjouirait de nous voir reprendre en main notre économie intérieure.

**Des voix:** Bravo!

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Hees:** Les chiffres que vous venez de citer découlent de ce que les étrangers ont grandement restreint leurs investissements au Canada—des investissements qui créent des emplois.

**M. le Président:** Le député peut-il se rasseoir?

\* \* \*

**LES FORÊTS****LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES FORÊTS INDIENNES**

**M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Tous les Canadiens qui se préoccupent de notre avenir économique doivent être consternés de ce que le ministre n'ait pas réussi à conclure des ententes acceptables en matière d'exploitation forestière avec les principales provinces productrices. La plupart des crédits destinés à la forêt seront dépensés à d'autres fins pendant que la crise continue de sévir dans le secteur forestier.

Étant donné que l'Assemblée des premières nations a collaboré étroitement avec le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien ainsi qu'avec le Service canadien des forêts pour mettre au point un programme de développement des forêts indiennes, le ministre est-il prêt à y donner suite en y consacrant une partie de l'argent qu'il n'a pu remettre aux provinces?

**L'hon. Chas. L. Caccia (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, pour répondre à la deuxième partie de la question du député, nous sommes en train de négocier une entente par l'intermédiaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Pour ce qui est de l'allégation du député, je me demande où il a passé ces dernières semaines. Nous avons négocié et conclu avec les provinces de nouvelles ententes relatives aux forêts. L'hypothèse du député est donc fausse.

**M. Manly:** Ou bien le ministre ne m'a pas bien compris ou bien il ne comprend pas le sens du mot «acceptable». J'ai dit: «des ententes acceptables». S'il s'imagine avoir conclu une entente acceptable avec la Colombie-Britannique, il ferait bien de réexaminer la question. Les libéraux espèrent bien reprendre du poil de la bête dans l'Ouest. Vont-ils y parvenir grâce à une entente forestière de 11 millions? Le gouvernement a promis d'aller de l'avant . . .

**M. le Président:** Le député aurait-il l'obligeance de poser sa question supplémentaire?

**L'IMPORTANCE DE METTRE EN PLACE DES BASES ÉCONOMIQUES CONVENABLES POUR LES INDIENS**

**M. Jim Manly (Cowichan-Malahat-Les Îles):** Monsieur le Président, le ministre reconnaît-il l'importance du secteur forestier dans la mise en place de bases économiques convenables pour les Indiens? Se rend-il compte qu'il s'agit là d'une étape cruciale dans la création d'un gouvernement des premières nations indiennes, que le gouvernement se serait engagé à défendre et pour laquelle . . .

**M. le Président:** Le député a posé sa question.

**L'hon. Chas. L. Caccia (ministre de l'Environnement):** Monsieur le Président, il faut bien sûr protéger et renforcer le secteur forestier à l'échelle nationale. Je dois cependant rappeler au député que, pour renouveler les ententes, nous travaillons en étroite collaboration avec les provinces. Le député aurait dû savoir que, dans le cas de l'entente conclue avec la Colombie-Britannique, nous nous en sommes tenus au montant réclamé par le gouvernement provincial.

\* \* \*

**LE COMMERCE INTERNATIONAL****L'INTERDICTION PAR LES ÉTATS-UNIS D'IMPORTER DES PIÈCES DE FORGE**

**M. Girve Fretz (Érié):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce international. Le ministre se rappellera qu'il y a une dizaine de jours, j'ai posé une question à la Chambre au sujet de l'exportation de matériel de défense aux États-Unis. Le ministre est-il maintenant en mesure de dire à la Chambre quels ont été les résultats de ses efforts en vue de convaincre les États-Unis d'annuler leur décision unilatérale d'interdire toute importation de pièces de forge en provenance du Canada pour la défense des États-Unis?